

## RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES

**Chargée d'étudier le préavis municipal n° 19/2025 relatif à une demande d'augmentation du plafond en matière d'endettement net en cours de la législature à hauteur de CHF 18'000'000**

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La Commission des finances (COFIN) s'est réunie le 3 novembre 2025 en présence de Mme la Syndique Nicole Pointet, des Municipaux Mme Caroline Genovese et M. Jean-Luc Sansonnens, et du boursier communal M. Yan Giczi.

Membres présents de la COFIN:

Mme Corinne Ansermoz  
M. Olivier Brique (1<sup>er</sup> membre et rapporteur)  
M. Olivier Ferrari  
M. David Gatfield  
M. Rodrigo Leal  
M. Michel Murisier  
M. Olivier Pignolet

Membres présents de la municipalité :

Mme Nicole Pointet  
Mme Caroline Genovese  
M. Jean-Luc Sansonnens

Boursier communal :

M. Yan Giczi

Au cours d'échanges constructifs, la COFIN a pu obtenir tous les renseignements souhaités. Elle remercie les membres de la Municipalité et M. Giczi pour leur disponibilité.

Nous rappelons que ce préavis fait suite à une première séance de la COFIN avec la municipalité au sujet du préavis 13/2025, dont le total des investissements induirait un dépassement du plafond brut actuel.

Comme indiqué dans le préavis, les communes peuvent choisir entre plafond net et brut (méthode de la « dette nette » ou « dette brute »). Le Conseil d'État s'est prononcé sur les montants maximaux recommandés pour un nouveau plafond brut ou net, sur la base de la situation financière de Jongny. Pour rappel, ces montants maximaux sont de **CHF 26'000'000** pour la dette **brute**, et **CHF 20'000'000** pour la dette **nette**.

**Tableau : Comparaison entre les méthodes de calcul de l'endettement communal.**

Méthode	Principe	Avantages	Inconvénients
Brut	Montant total des emprunts sans déduction des actifs financiers	Simple à calculer et à comprendre.	Ne reflète pas la réalité financière complète, car il ne tient pas compte des actifs financiers.
		Utile pour établir un plafond d'endettement basé sur les revenus courants.	Peut donner une image artificiellement défavorable si la commune détient d'importants actifs financiers.
		Permet le suivi de ratios standardisés (p. ex. dette/revenus), utile pour évaluer la capacité de remboursement à court terme.	
Net	Dette brute diminuée des liquidités et placements financiers	Reflète plus fidèlement l'endettement réel de la commune, car il prend en compte les actifs disponibles.	Calcul plus complexe (valorisation des actifs financiers).
		Un faible taux d'endettement net permet d'obtenir des crédits à des taux plus avantageux.	
		Indique la capacité de la commune à contracter de nouvelles dettes pour des investissements importants.	
		Protège le patrimoine financier.	

Sur la base de cette comparaison, la Commission estime que la méthode de la **dette nette** présente des avantages substantiels. Nous tenons à souligner que le choix d'un plafond **net** constitue une protection accrue du patrimoine communal : dans une situation d'endettement proche du plafond **brut**, il pourrait être tentant de liquider le patrimoine financier plutôt que de recourir à l'emprunt. Le plafond net empêche cette dérive, car la vente d'actifs (immeubles locatifs) réduirait d'autant la capacité d'endettement calculée. Ainsi, le plafond d'endettement net reflète mieux la situation réelle de la commune entre dette et actifs et contribue à préserver durablement les finances communales.

Finalement, le plafond d'endettement est un instrument permettant d'établir un cadre dans lequel les emprunts peuvent être autorisés, mais il ne constitue pas en lui-même une autorisation d'emprunter.

Vu ce qui précède, il nous paraît justifié d'augmenter le plafond, afin que le Conseil Communal puisse se déterminer valablement sur les préavis d'investissement qui lui seront soumis d'ici à la fin de la législature en cours.

## Conclusion

En conclusion, la Commission des Finances vous propose, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir, sous réserve de validation du présent préavis par le Conseil d'État, prendre la décision suivante :

### LE CONSEIL COMMUNAL DE JONGNY

- VU** le préavis n° 19/2025 relatif à une demande d'augmentation du plafond d'endettement net en cours de la législature à hauteur de CHF 18'000'000 ;
- VU** le rapport de la Commission des finances chargée d'étudier cet objet, qui a été porté à l'ordre du jour ;

### Décide

**de fixer** le nouveau plafond d'endettement net à CHF 18'000'000 jusqu'à la fin de la législature en cours.

Au nom de la Commission des finances



Olivier Brique, rapporteur